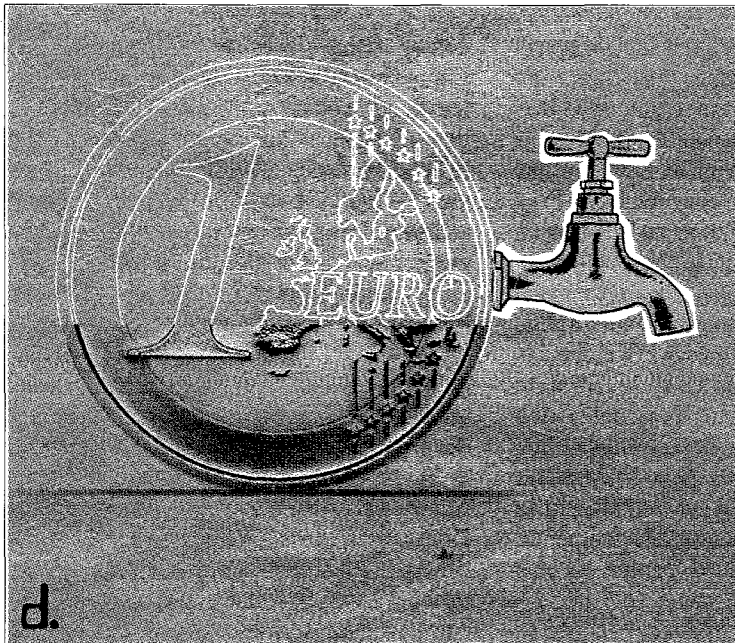


CRISE
ACTE II

Les «amortisseurs sociaux» dans le collimateur en Grèce

Le gouvernement hellénique a annoncé une diminution de 10% des dépenses de l'État...



tement baissé la note de la Grèce, déclenchant un vent de panique sur les Bourses européennes.

«Le déficit public de la Grèce sera ramené à moins de 3% du PIB en 2013», a assuré le Premier ministre grec, annonçant une diminution de 10% des dépenses de fonctionnement de l'État. Cela supposera une réduction du nombre de fonctionnaires, le gel des salaires de ceux d'entre eux qui gagnent plus de 2000 euros, ainsi qu'une diminution

de 10% des dépenses de santé, des coupes dans les assurances sociales et le lancement d'un programme de privatisations. Le Premier ministre a également annoncé la suppression des bonus des dirigeants du secteur bancaire public, une fiscalisation à 90% de ceux des cadres des banques du secteur privé, ainsi que le rétablissement de l'impôt sur la grande fortune foncière et sur la succession.

Le gouvernement socialiste, qui a succédé aux conservateurs il y a deux mois à peine, «a fait le choix d'assainir les finances budgétaires sans frapper trop durement les bas et moyens revenus», analyse Savvas Robolis, directeur de recherche auprès de la confédération syndicale GSEE (Confédéra-

tion générale des travailleurs grecs). «Mais si cela ne suffit pas, le gouvernement sera obligé de toucher aux revenus inférieurs à 2000 euros, et là, on aura des réactions», ajoute-t-il. Un haut responsable socialiste a confié à l'AFP, sous couvert d'anonymat, qu'il prévoyait «une crise sociale dans les premiers mois de 2010». Et de souligner que le chômage va continuer à croître et pourrait atteindre plus de 20%.

INSUFFISANT, SELON BRUXELLES

Le gouvernement grec se livre donc à un numéro d'équilibriste particulièrement périlleux, cherchant tout à la fois à rassurer les marchés financiers et à ne pas mécontenter les salariés grecs et leurs organisations syndicales, déjà échaudés par de multiples remises en cause des acquis sociaux au cours des dernières années, notamment en matière de retraite. Tout en satisfaisant Bruxelles qui, après avoir dû lâcher un peu de lest ces derniers mois face à la crise, se remet à multiplier les rappels à l'ordre budgétaire. Mais le commissaire européen aux Affaires économiques, Joaquín Almunia, a d'ores et déjà fait savoir que si le plan de M. Papandréou constitue un «pas dans la bonne direction», il attend désormais «avec impatience de voir l'explication [...] des mesures concrètes qui renforceront l'ajustement budgétaire en 2010 et assureront une consolidation des finances publiques». En clair, les déclarations du Premier ministre grec n'ont pas convaincu de ce côté-là.

«Nous devons tous perdre de notre confort. Nous devons changer ou sombrer. Il nous faut aller immédiatement vers un nouveau contrat social.» C'est en ces termes que le Premier ministre grec, Georges Papandréou, a présenté, le 14 décembre, aux interlocuteurs sociaux un plan d'austérité destiné à rétablir les finances publiques du pays.

Avec un déficit public de 12,7% du PIB (Produit intérieur brut) et une dette publique qui pourrait bien atteindre 125% l'an prochain, la Grèce fait figure de cancre de l'Union européenne. Le 11 décembre, les agences de notation Standard and Poors et Fitch, chargées d'évaluer la capacité des États à rembourser leurs emprunts, ont for-